

DIPLOMATIE La Grande-Bretagne prend le 1^{er} janvier la présidence de l'Union européenne (UE), à un moment crucial pour l'Europe, qui devra au printemps guider les

premiers pas de la monnaie unique, à laquelle Londres ne participera d'ailleurs pas encore. ● LE PREMIER MINISTRE, Tony Blair, qui a donné à la politique britannique

un tour nettement plus pro-européen que ses prédécesseurs conservateurs, a répété à plusieurs reprises qu'il ferait tout pour que le rendez-vous du 2 mai se passe le

mieux possible. ● LES PREMIERS PAYS qui participeraient à l'euro à compter du 1^{er} janvier 1999 seront désignés le 2 mai. Auparavant, la présidence britannique aura à gé-

rer les premières négociations sur l'élargissement à l'est - et à Chypre - de l'UE, avant de conclure ce mandat, en juin à Cardiff, avec un sommet consacré à l'emploi.

Londres prend la présidence de l'Union à un moment crucial pour l'Europe

Le mandat de la Grande-Bretagne va couvrir à la fois la sélection des premiers participants à l'euro et les premières négociations sur l'élargissement. Tony Blair aborde ces échéances avec détermination et dans un esprit plus pro-européen que ses prédécesseurs britanniques

LONDRES

de notre correspondant

Le 5 décembre, un train Eurostar arrivait en gare de Waterloo, à Londres, décoré aux couleurs euro-

ANALYSE

C'est sur l'Europe que sont tombés M. Major et M^{me} Thatcher. M. Blair l'a très bien compris

peennes. Tony Blair lançait ainsi sa présidence de l'Union européenne, qui débute le 1^{er} janvier à minuit. Comme symbole, il avait choisi des dessins d'enfants vêtus des quinze membres de l'UE, chacun symbolisant son pays sous la forme d'une étoile colorée, de l'Union Jack pour le Royaume-Uni, d'une mosaïque de drapeaux tricolores pour la France ou d'une pizza pour l'Italie. Loin de rappeler la célèbre cuisine de Napoléon, la nouvelle Waterloo Station symbolisait, pour le premier ministre britannique, le nouveau lien qui unit Londres à un continent longtemps considéré comme étranger, voire hostile par le précédent gouvernement conservateur. Un lien qui, comme la voie ferrée, est lent et tortueux du côté anglais, plus moderne et rapide de l'autre côté du Channel.

Le symbolisme de la « *people's Europe* » souhaitée par M. Blair - dont on ne sait pas très bien si on doit la traduire par « *Europe populaire* » ou « *Europe des peuples* » - peut paraître un peu puéril. Mais il ne faut pas s'y tromper. M. Blair entend tout faire pour que « sa » présidence soit un succès. Il veut exorciser cette malédiction européenne qui, depuis la guerre, s'est acharnée sur la Grande-Bretagne, souvent, il faut le reconnaître, par sa propre faute. Restée de son plein gré au bord de la route lors de la création de la CEEA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) et du Marché commun - auxquels elle ne croyait pas plus que, jusque tout récemment, à la monnaie unique -, elle a, depuis son accession à la Communauté européenne, il y a un quart de siècle, vu ses gouvernements se déchirer à propos de l'Europe.

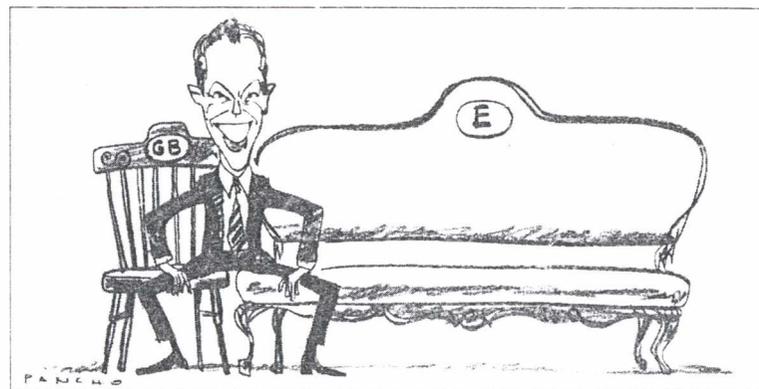
C'est sur l'Europe que Margaret Thatcher est tombée en 1989, après avoir marqué les années 80 de son obstination souvent négative, mais pas toujours, comme le montre son initiative en faveur du marché unique ou du tunnel sous la Manche. Après le désastre financier du « mercredi noir » de septembre 1992, qui vit la livre sterling piteusement décrocher du SME, le gouvernement de son successeur John Major est mort, le 1^{er} mai, d'une hémorragie de popularité et de confiance causée par la guénille permanente menée jusqu'au sein même du cabinet par les eurosceptiques. Les tonies ne s'en sont pas remis, et ne semblent pas près de le faire.

M. Blair, qui l'a parfaitement compris, a verrouillé son parti, laissant peu de place au petit groupe d'eurosceptiques de son aile gauche. Pour réaliser son ambition d'« être à nouveau un leader en Europe (...), la nation modèle du XX^e siècle, un phare pour le monde », il lui fallait tout d'abord devenir le chef sans conteste de son parti. C'est fait. Son arrivée au pouvoir lui a permis de remettre les pendules britanniques à l'heure européenne. Il a ainsi réaffirmé ses convictions européennes, mais aussi sa vision du Vieux Continent et sa détermination à ne pas être moins acharné à défendre les intérêts britanniques que la Dame de fer, qu'il admire tant.

SIX PRIORITÉS

Ainsi avait-il défini dans un entretien avec *Le Monde* la philosophie qui sous-tendra sa présidence: « *Je fais partie de ma génération, j'ai vécu et travaillé un peu en France. Je ne s'en sens chez moi en Europe. Je veux, l'Europe. Je veux que la Grande-Bretagne en fasse partie. Je pense que cela fait partie de notre destin.* » Mais « *l'Europe doit changer (...)* », ajoutait-il. « *Je crois passionnément en une réforme de l'Europe. Celle-ci ne fonctionne pas actuellement au bénéfice des gens. Ses institutions perdent beaucoup de temps; son taux de chômage est trop élevé.* »

Les premiers huit mois de son gouvernement ont vu simultanément l'adhésion britannique à la



Charte sociale, son rôle actif lors du sommet de l'emploi, en novembre, l'extension de sa popularité personnelle; mais aussi une lutte acharnée pour défendre le bœuf anglais contre le cordon sanitaire établi par Bruxelles, et la vaine empoignade de Luxembourg, en décembre, pour être associé au Conseil de l'euro, qui coordonnera les politiques économiques des pays membres de la future Union monétaire.

Concernant l'euro, le gouvernement Labour a maintenu cette attitude ambivalente si caractéristique de la diplomatie de Londres. Certes, Londres est désormais en faveur de la monnaie unique, mais les conditions ne sont pas encore propices à sa participation et la décision ne sera pas prise avant les prochaines élections, prévues en 2002. C'est pourtant le Royaume-Uni qui va être au gouvernement de l'Union dans cette phase décisive qui sera annoncée, le 2 mai 1998, la liste des pays qui lanceront l'euro le 1^{er} janvier 1999 et où sera mise en place la nouvelle Banque centrale européenne.

Paradoxe que celui d'un gouvernement mettant en marche un processus envers lequel il reste réticent: Tony Blair comme son secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, ont promis de s'y atteler en toute impartialité. M. Cook va ré pétant que le succès de l'opération serait une bonne chose pour le

royaume lui-même. Dans son discours de Waterloo, le chef du gouvernement britannique avait énoncé les six priorités de la présidence britannique: la réussite de l'UEM; la recherche d'une « troisième voie pour l'Europe » entre le libéralisme et l'interventionnisme étatique; d'« un modèle social basé sur une amélioration de l'employabilité de la main-d'œuvre européenne »; les négociations d'élargissement; la lutte contre la criminalité et la drogue; l'environnement; enfin, « faire la preuve que l'Europe peut devenir ensemble avec succès comme une force posi-

tive dans ses relations avec le reste du monde ».

Ce sont des objectifs ambitieux et multiples. M. Blair va devoir se concentrer sur trois grands rendez-vous: celui de l'euro; celui de l'élargissement, dont le processus doit être concrètement lancé le 30 mars à Londres avec l'ensemble des onze candidats d'Europe centrale et de l'Est, plus Chypre. Les négociations d'adhésion proprement dite commenceront en avril avec un premier groupe de six pays (Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie plus Chypre). Il va falloir égale-

La polémique de la future banque centrale

Le chancelier Helmut Kohl a proposé à Paris un compromis sur la future Banque centrale européenne aux termes duquel le Néerlandais Wim Duisenberg présiderait la BCE avant Jean-Claude Trichet, qui lui succéderait au bout de quatre ans, écrit *Der Spiegel*. Un parapluie du ministère allemand des finances a qualifié ces propositions de « spéculations ». M. Trichet, actuel gouverneur de la Banque de France, dont Paris a présenté en octobre la candidature à la présidence de la BCE au grand dam des Allemands, pourrait dans l'intervalle succéder en janvier à Jacques de Larosière à la tête de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), d'après l'hebdomadaire, qui cite des informations du ministre allemand des finances, Theo Waigel. Dans la proposition de M. Kohl, la BCE, qui conduira la politique monétaire de la zone euro à partir du 1^{er} janvier 1999, serait dirigée à son lancement par Wim Duisenberg, président de l'Institut monétaire européen (IME), précurseur de la BCE, poursuit *Der Spiegel*. Puis, Wim Duisenberg, qui a les faveurs de Theo Waigel et de la Bundesbank, céderait la place quatre ans plus tard, « quand il en aura assez », selon Theo Waigel, cité par le magazine. Le président de la BCE est nommé pour huit ans. - (AFP)

ment commencer, en parallèle, les discussions sur le nouveau cadre financier de l'Union pour les années 2000-2006. L'élargissement aura des conséquences non négligeables pour le budget et les grandes politiques communes. On peut s'attendre que les Britanniques en profitent pour défendre leur volonté, ancienne, de réformer en profondeur une politique agricole commune (PAC) qu'ils n'ont jamais vraiment appréciée et qu'ils jugent trop dispendieuse, absorbant à elle seule plus de la moitié du budget de l'UE.

Enfin le troisième grand rendez-vous de M. Blair est celui de l'emploi, clé de voûte du discours blairiste sur la « *people's Europe* ». Les gouvernements européens se sont engagés en novembre, à Luxembourg, à présenter au sommet de Cardiff, en juin, leurs plans nationaux de lutte contre le chômage, qui feront l'objet à la fin de l'année d'une évaluation par les instances communautaires.

CONVAINCRE LES EUROSCEPTIQUES

Tony Blair peut profiter de sa pré-élection pour tenter de faire concorder à ses concitoyens les avantages d'une Union à l'égard de laquelle ils sont encore en majorité réticents. Si les sondages laissent apparaître une timide amélioration, M. Blair pense qu'il faudra encore du temps pour convaincre l'opinion de voter en faveur de l'euro lors du référendum qu'il a promis d'organiser pendant la prochaine législature.

C'est dans l'articulation entre ses ambitions européennes et ses objectifs intérieurs qu'apparaissent les ambiguïtés et les difficultés de la politique de Tony Blair. Il lui faut faire coïncider sa tactique électorale et sa stratégie européenne; rassurer ses partisans sur ses convictions communautaires et ses compatriotes sur sa fermeté sans faille quand les intérêts nationaux sont en cause; assouvir son ambition de jouer les premiers rôles en Europe sans aliéner le soutien d'une presse populaire - en premier lieu du *Sun* - profondément eurosceptique.